

Comment Ecolo veut
devenir « central »

Vanessa Matz : sa souffrance
fait désormais sa force

David Van Reybrouck,
pour un populisme éclairé

LE VIF

l'express

VÉTÉRINAIRES

LA GRANDE PANIQUE

Enquête au cœur d'un secteur
qui se dit en sursis

LE VIF 37^e année n° 48 - L'EXPRESS n° 3569 hebdomadaire du 28 novembre au 4 décembre - 2019 BEL/LUX 6,10 € - P509556 - ISSN 0774-2711



Vétérinaires ruraux : la grande panique

Benoît soigne une vache souffrant d'une fièvre de lait. A ses côtés, le fils de l'éleveur.



Les lignes alimentaires bougent. Il y a la viande qu'on ne veut plus acheter, celle qu'on importe, celle qu'on préfère hachée... Et au milieu, les éleveurs wallons, totalement déstabilisés. La réaction des vétérinaires ruraux, solidaires, est elle aussi épidermique : « Dans cinq à dix ans, on aura tous disparu. » Tentative d'objectivation, pour garder la tête froide.

PAR CATHERINE JOIE • PHOTOS : GAËLLE HENKENS/DIVERGENCE IMAGES

Disparaîtra ? Disparaîtra pas ? Désolée de vous annoncer qu'il n'y aura pas ici de réponse en trois lettres – « oui » ou « non ». Une seule affirmation : tant que la Belgique produira des denrées d'origine animale (de la viande, du lait ou des œufs), les vétérinaires ruraux resteront incontournables. Ils jouent un rôle central dans la chaîne de production alimentaire. Ils veillent sur la santé des animaux de rente et donc, indirectement, sur la santé de celles et ceux qui en mangent. C'est-à-dire tout le monde, moins les végans. Dès qu'on pose une fesse sur le siège passager d'une camionnette ou d'un SUV vétérinaire, pour aller de ferme en ferme, on entend la même rengaine. Quel avenir pour les vétérinaires responsables de bovins « viandeux » ?

On n'entend pas parler des vaches laitières. Encore moins des porcs, des poules pondeuses, des poulets de chair, principalement élevés en Flandre... L'inquiétude est focalisée sur les vaches allaitantes, leurs éleveurs et leurs vétos. Une vache allaitante est un bovin qui est né, qui a grandi, qui s'est reproduit et qui sera abattu dans l'unique objectif de produire de la viande de bœuf.

En Wallonie, on compte aujourd'hui :

- 1 154 962 bovins (47 % des bovins belges sont wallons).
- la viande > le lait (55 % du cheptel wallon est allaitant, 45 % est laitier).
- 85 % des vaches allaitantes sont d'une même race, spécificité wallonne : le Blanc bleu belge (BBB).

Le BBB est particulièrement dépendant des vétérinaires. C'est une race qui n'est plus capable de vêler seule (ou très, très rarement). Or, les éleveurs wallons prévoient un veau par an par vache (neuf mois de gestation et trois mois de repos). Enfin, contrairement aux apparences, la santé du BBB est plus fragile que celle d'autres races (problèmes cardiaques notamment). Pour toutes ces raisons, il est au centre du jeu vétérinaire, et ça dure depuis septante ans.

Savoir-faire wallons : le gène culard et la césarienne

Au début des années 1950, une famille d'éleveurs de la région de Ciney s'est mise à sélectionner certains bovins, plus musclés, plus lourds, au rendement carcasse (la proportion de viande par carcasse) plus intéressant. L'université de Liège et

sa faculté de médecine vétérinaire vient jeter un oeil à l'affaire. Elles s'empare du sujet de recherche et découvre le gène culard, qui provoque une hypertrophie musculaire de l'arrière-train. Pendant ce temps, la première famille d'éleveurs Blanc bleu, mais aussi celles qui suivront, enchaîne les sélections, les gestations et les vêlages. Au fil du temps, le gène culard s'impose en Belgique. Dans les étables et les champs wallons, les arrière-trains grossissent. Dans les étables flamandes, les Blanc bleu terminent leur engraissement. A l'étranger, on regarde avec curiosité, parfois avec indignation, cette particularité belge. Elle est intrinsèquement liée au prix très élevé du foncier. L'objectif derrière le BBB étant de produire énormément de protéines animales, sur la plus petite surface possible (un argument que les éleveurs, et les vétérinaires, maintiennent aujourd'hui, mais cette fois pour des questions climatiques).

De vache en génisse, de vache en veau, les bassins deviennent plus étroits et les nouveau-nés plus gros. Résultat des courses : les vêlages se compliquent, au point que les veaux ne passent carrément plus par la voie naturelle. Les vétérinaires wallons développent alors la césarienne sur bovin – et ça fonctionne. Ils sont dès lors quotidiennement en contact physique avec des Blanc bleu, non pas malades mais gestants. La race est par ailleurs extrêmement docile – c'est confortable. Et voilà que sans crier gare, la Wallonie se retrouve avec deux savoir-faire intimement liés : un modèle d'élevage basé sur la sélection génétique, et une médecine vétérinaire rurale centrée sur la césarienne.

Durant septante ans, des événements ont bien secoué le trio BBB-vétérinaire-éleveur. Scandale des hormones, crise de la vache folle, maltraitance au marché couvert de Ciney... Le trio était toujours debout. Mais le voilà aujourd'hui à la croisée des chemins entre les questions de consommation, d'environnement, d'économie, d'éthique et de santé publique. Pas étonnant que le secteur, vétérinaires y compris, soit en perte de repères et donc, panique.

Dans la bouche des vétérinaires ruraux, ça donne, en boucle : « Dans cinq à dix ans, il n'y aura plus personne, ni éleveurs ni vétos. » Sauf que personne ne dispose d'une étude – récente, spécifique et rigoureuse – pour confirmer, infirmer, nuancer ou étayer un tel propos. Il y a des chiffres sur l'élevage wallon : de 2014 à 2018, réduction de 6 % du cheptel global (allaitant et laitier) et réduction de 3,6 % du cheptel viandeux. Il y →

→ a des données sur les éleveurs wallons de vaches allaitantes : un peu plus de 5 000 éleveurs en 2019, contre 12 000 en 1995 (Wallonie agriculture SPW). Il n'y en a pas sur les vétérinaires associés au secteur.

Leur angoisse provient en fait d'un brouhaha ambiant, qu'ils nourrissent constamment. Ici, des vétérinaires évoquent des collègues bientôt à la retraite, sans personne pour reprendre leur clientèle, puisque tout le monde est déjà sous l'eau. Là, des vétérinaires mentionnent « les jeunes » qui ne seraient pas tentés par « la rurale ». En même temps, ils avouent qu'ils ne leur conseilleraient pas ce choix, vu les conditions de travail et la pénibilité des horaires... A les entendre, l'intérêt grandissant pour les « petits animaux » serait lié à la féminisation de la profession. La féminisation est effectivement prouvée : en 2016, 80 % des vétérinaires de moins de 50 ans étaient des femmes, selon une étude de l'Union professionnelle vétérinaire (UPV). La corrélation avec la pratique vétérinaire (les animaux de compagnie), elle n'est par contre pas établie.

Combien de divisions, les éleveurs wallons ?

Autre élément qui s'ajoute au bruit général : les messages Facebook postés par des cabinets vétérinaires en quête désespérée de bras pour travailler « en rurale ». Il y aurait donc de la demande, du côté des éleveurs. Mais cette demande, toujours selon les impressions des vétérinaires, est en train de chuter. « J'en connais plein, des éleveurs qui arrêtent, qui n'ont pas de repeneur ou qui ne veulent pas que leurs enfants fassent ce métier », entend-on souvent. Leur raisonnement est dès lors le suivant : les petits élevages diminuent ou disparaissent, les bovins sont concentrés dans certaines exploitations (plus grandes), la charge de travail se répartit différemment en Wallonie, la profession disparaît petit à petit... Et enfin, le coup de grâce : « De toute façon, plus personne ne veut manger de viande. »



Cinq heures du matin. Après quelques heures de repos, Mathilde, première de garde, a été appelée pour une césarienne. Malgré le froid et la noirceur de la nuit, la précision est de mise.

A force de les écouter évoquer leur avenir professionnel comme s'il était déjà plié, on les croit. Ça compte, des observations personnelles, d'autant plus si elles sont légitimées par d'autres vécus. Mais tentons tout de même d'objectiver le phénomène. En commençant par une première question, tellement simple qu'elle paraît bête : combien y a-t-il de vétérinaires wallons en charge de bovins « viandeux » ? En d'autres mots : qui risque de disparaître avec l'élevage bovin, à compter que lui-même disparaisse, ce qui n'est absolument pas dit ?

Ashkan Joshghani s'est longuement pris la tête sur une question très similaire. Etudiant à Gand en médecine vétérinaire, il voulait confronter la réputation de la Belgique (« un pays à forte densité vétérinaire ») à des chiffres solides. Il a fini par confirmer le « surnombre » de praticiens belges. Il nous apprend ainsi l'existence de 1 186 vétérinaires belges en charge de bovins (viande et lait), en 2016. Rapporté au nombre de fermes (bovins uniquement), ça donne 1 vétérinaire pour 17 fermes en Belgique, contre 1 pour 26 aux Pays-Bas. Mais la seconde conclusion d'Ashkan Joshghani est plus intéressante : « Manipulez ces résultats avec la plus grande prudence. » Ah ! « Parce que la base de données que je suis parvenu à constituer était loin d'être parfaite. » Ah !

L'ex-étudiant gantois avait pourtant échangé avec l'ensemble du secteur pour répondre à cette question. Les remerciements de son mémoire ressemblent à un répertoire des pointures vétérinaires du pays : UGent, ULiège, Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca), Ordre francophone des vétérinaires, Ordres flamands des vétérinaires (il y en a deux), le Boerenbond, un conseiller vétérinaire de l'administration fédérale... Mais, visiblement, personne n'a pu lui fournir une base de données uniforme, nationale, complète et à jour. Constat dramatique, à ses yeux. Il s'est demandé : comment une profession peut-elle évoluer si elle ne se connaît pas de façon chiffrée ?

Avec du recul, Ashkan Joshghani estime que la source la plus fiable pour établir le nombre de vétérinaires wallons, ruraux, bovins et viandeux sont les contrats de surveillance épidémiologique, obligatoires pour chaque exploitation bovine et collectés par le Service d'enregistrement et de suivi des bovins de l'Afsca (Sanitel). On y a effectivement trouvé une réponse : 554 vétérinaires et 11 cabinets indépendants détiennent au moins un contrat d'épidémiologie pour un troupeau bovin (viande et lait). Avec la particularité que certains de ces vétérinaires contrôlent peut-être seulement les trois vaches d'une



Naissance d'un veau Blanc bleu par césarienne. Durant cette opération, la vache est debout pour des raisons d'hygiène et de facilité tant pour l'animal que pour le vétérinaire.

toute petite ferme voisine, et occupent l'essentiel de leur vie professionnelle à soigner des chats et des chiens. Mais soit. C'est déjà un élément de réponse. Autre renseignement, du côté du SPF Santé publique : en 2015, 669 vétérinaires wallons disposaient d'un contrat avec une exploitation bovine. Le nombre de vétérinaires bovins diminue, donc.

« Mutation, pas disparition »

En 2013, le cabinet de Sabine Laruelle, ministre fédérale MR de l'Agriculture, avait recouru aux contrats d'épidémiologie pour dresser un cadastre des vétérinaires bovins en Belgique. L'enjeu politique d'un tel document est de prouver que le maillage vétérinaire et la couverture sanitaire d'un territoire sont exempts de trous. Il y a six ans, on apprenait ainsi que la densité moyenne des vétérinaires bovins en Belgique était de quatre praticiens pour 1 000 bovins, soit un bilan « globalement OK ». Pas d'inquiétude, donc. Libramont, Neufchâteau, Vaux-sur-Sûre et Léglise étaient pointées comme des régions « moins pourvues ». Le PowerPoint de l'époque se terminait par contre sur un petit « Quid en pratique ? », resté à ce jour sans réponse. « Le cadastre n'a jamais été actualisé. Il a permis de rassurer tout le monde, à la suite de questions parlementaires, indique un interlocuteur de l'Union professionnelle vétérinaire (UPV). On a demandé les données brutes au cabinet, pour les analyser, mais on ne les a jamais reçues. »

Pour Léonard Théron, ex-chercheur de l'ULiège et consultant vétérinaire (RumeXperts), il n'est pas vraiment nécessaire de cartographier ce fameux maillage vétérinaire. Si un

trou venait à apparaître, s'il venait à *vraiment* manquer de vétérinaires bovins en Wallonie, les lois du marché nous le feraient directement savoir. « Tant que les tarifs des vétérinaires sont stables, c'est signe que le maillage est intact. Au moindre trou, les prix monteront, et pour l'instant, ce n'est pas le cas », analyse-t-il. Il ajoute, extrêmement serein, que si le secteur panique aujourd'hui, c'est parce qu'il se sent plus à l'étroit qu'avant. « Les éleveurs avaient l'habitude que les vétérinaires arrivent en quinze minutes pour une césarienne. Aujourd'hui, ils passent parfois trois ou quatre coups de fil avant de trouver quelqu'un. Mais ce n'est pas grave. C'est un signe de mutation de la profession, pas de disparition. »

L'Union professionnelle vétérinaire est loin d'être aussi sereine, mais elle essaie de faire appel à ses compétences scientifiques pour « étudier sa propre profession ». L'UPV compte 1 000 membres, soit environ 50 % de la profession globale, et s'appuie sur cette base pour mener une grande croisade statistique. En 2010 : l'état des lieux et les perspectives du métier de vétérinaire rural. Mais c'était il y a dix ans, soit des années-lumière pour comprendre l'évolution récente de l'élevage... Et l'étude n'apprend pas grand-chose des perspectives d'avenir de la profession. En 2016 : « Heureux ou malheureux », focalisé sur les problèmes structurels (travailler seul, en association ou en collaboration). En 2019 : « Recruteur-recruté », pareil, un angle structurel.

« On cherche à comprendre les facteurs internes qui aideront les vétérinaires à rester dans la profession, à contexte extérieur égal, déclare Bernard Gauthier, vice-président de l'UPV. →

→ L'idée étant que des vétérinaires épanouis resteront dans la profession et des jeunes viendront les y rejoindre. » Mais peut-on se passer des difficultés de l'élevage pour répondre aux inquiétudes des vétérinaires en médecine bovine ? Pas vraiment, admet-il à demi-mot. « Mais dans ce cas, il faudrait une étude sur l'avenir de l'agriculture et de l'élevage, et ça, ce n'est pas notre problème. »

Le glas pour le BBB ?

« L'avenir de l'élevage en Belgique », étude publiée en février dernier, commandée par Greenpeace Belgique et supervisée par Philippe Baret, doyen de la faculté d'agronomie d'UCLouvain et fervent défenseur de l'agroécologie, a été très mal reçue par les éleveurs d'abord, mais aussi l'ensemble de la filière bovine. Tout le monde en a retenu ceci : l'élevage bovin devra disparaître en Wallonie, pour préserver l'environnement et le bien-être animal. Début avril, Philippe Baret était à Liège, sur le campus de Cureghem, repaire des vétérinaires, pour en présenter les résultats au cours d'une soirée-débat sur les ruminants (« Urgence ou solution face à l'urgence climatique ? »). Avant lui, la parole était donnée à Frédéric Rollin. Un tout autre genre, un tout autre discours. Le professeur en clinique vétérinaire à l'ULiège est un fervent défenseur des ruminants, « bienfaiteurs de l'humanité ».

Non pas que Philippe Baret souhaite la fin de l'élevage. Il le défend, en fait, en expliquant que les scénarios prévus par le rapport Greenpeace valorisent le bovin wallon, au détriment des volailles, des porcs et surtout, des importations. Mais à nouveau, ce sont les chiffres qui marquent les esprits :

- le scénario « statu quo ». Le Blanc bleu belge reste majoritaire et la production animale reste tributaire de l'importation d'aliments.

- le scénario de transition « T1 ». Une production de viande réduite de 50 %. Un modèle à 30 % de bio et 70 % d'extensif.

- le scénario de transition « T2 ». Une production de viande réduite de 83 %. Un modèle 100 % bio.

Si « T1 » et « T2 » ne prévoient pas une disparition complète des bovins « viandeux », ils sonnent le glas du Blanc bleu belge, qui ne peut être bio vu son recours systématique à la césarienne (donc notamment aux antibiotiques), et qui ne correspond pas vraiment (tel qu'il est élevé aujourd'hui) à un modèle purement extensif (pâturages). On peut dès lors déduire du rapport de Greenpeace que pour préserver au maximum l'environnement et la biodiversité, la Wallonie doit passer à d'autres races bovines – ce que certains élevages font déjà.

Limousine, Blonde d'Aquitaine, Charolaise... Bernard Gauthier imagine assez bien sa profession s'adapter à ces races « rustiques et françaises » qui demandent d'ailleurs en théorie moins de présence vétérinaire. Enfin déchargés de la césarienne, les vétérinaires bovins pourraient valoriser toutes leurs compétences en prévention, en gestion de

troupeaux, en conseils nutritionnels... Ça, c'est le discours encourageant, côté pile. Côté face, depuis six mois, Bernard Gauthier se demande si la viande a encore un avenir en Belgique. Il pointe le « discours végan ». Il cite un sms envoyé par l'Arsia (l'Agence régionale de la santé et de l'identification animales, organisme semi-public) à tous les éleveurs porcins pour les prévenir d'éventuelles « attaques par des activistes antiélevage ». Personne ne souligne, en parallèle, que la production de viande de porc (en Flandre surtout) se porte plutôt bien ou que 24 millions d'animaux (toutes espèces confondues) sont abattus chaque mois en Belgique (StatBel).

Sur le terrain, dans les cuisines des fermes, les éleveurs sont surtout extrêmement tendus parce que la viande d'aujourd'hui n'est plus le steak d'hier. Or, à l'étable, quelques mètres plus loin, ils font naître des veaux Blanc bleu belge conçus pour produire des entrecôtes, des filets, des rôtis. Forcément, l'évolution de la consommation est difficile à avaler. Un discours flexitarien passe, quoique difficilement, mais le



Avec sa cage de traitement, Benoît passe en revue les pattes d'une septantaine de vaches. Plus qu'un soin, c'est un acte préventif car de nombreux problèmes de troupeau peuvent être détectés lors du parage.

mot « végan », qui a totalement éclipsé le mot « végétarien », est, lui, inaudible. Les éleveurs et les vétérinaires ont pourtant le sentiment de l'entendre constamment, les premiers accusent d'ailleurs souvent les médias de soutien unanime à la cause végane. Ils trouvent que les médias informent mal, sans s'estimer eux-mêmes mal informés. Dans les faits, il leur est pourtant presque impossible d'être confrontés à « la société », vu les tâches qui les monopolisent à domicile. Leur premier point de contact avec le monde extérieur ? La personne qui leur raconte le quotidien au-delà de la cour de leur ferme ? C'est leur vétérinaire. ▣

Enquête rédigée sur la base de multiples entretiens avec, entre autres, Bernard Gauthier, Léonard Théron, Mathilde Draye, Alexandre Romedenne, Alain Schonbrodt, Grégory Schoonbrodt, Benoît Cassart, Marc Dive, Benoît Evrard, Charles Joly, Ashkan Joshghani, Christian Massard, Philippe Baret, Carlo Bertozzi, mais aussi d'autres observatrices et observateurs du monde de l'élevage, rencontrés cette année en Wallonie, dans des fermes, à la foire de Libramont, au marché couvert de Ciney et à Veterinexpo.

MATHILDE, BENOÎT ET CHARLES

Qui d'autre parle encore aux éleveurs ?

Les vétérinaires ruraux sont légitimement exténués, mais ils encaissent sans trop broncher. Parce qu'en face, les éleveurs bovins – leurs clients et parfois leurs amis – sont dans une galère plus grande encore. Les véto les comprennent et essaient, quand c'est possible, de les conseiller. Le risque est que cette relation ambivalente se détériore, par excès de pression sur les épaules de chacun.

PAR CATHERINE JOIE • PHOTOS : GAËLLE HENKENS/DIVERGENCE IMAGES

Entendre sonner son téléphone, quand on est vétérinaire rural, revient à se mettre en mouvement – si seulement on s'était immobilisé. Quelle que soit l'heure : remonter en voiture, rouler, se garer devant une étable, saluer un éleveur, discuter en s'approchant d'une vache, puis généralement, lui ouvrir le ventre à la verticale, une fente de 30 centimètres, et en sortir un veau. Des césariennes sur Blanc bleu belge, Charles Joly en fait environ mille par an. Soit mille appels presque identiques : « J'en ai une... Tu peux être là dans combien de temps ? » Il y a ensuite toutes les autres sollicitations – médicaments, rendez-vous, urgences, conseils... Donc, ça sonne. C'est parfois pénible, mais c'est ainsi. C'est le job.

Question de facilité, Mathilde Draye a opté pour une oreillette. Elle répond à ses clients tout en recoussant le flanc gauche d'une génisse ou d'une vache. Lorsqu'elle est première de garde, au front devant ses quatre collègues, elle complète son planning mental au fil des appels. « OK, je serai là dans une heure. » Il lui arrive de passer trois à quatre fois par jour dans certaines fermes, sur un total de 70 clients répartis autour de Houffalize (Mabompré). Une cliente : « Après la famille proche, ce sont Mathilde et ses collègues qu'on voit le plus. »

Plusieurs casquettes

Qui d'autre dialogue autant avec les familles de naisseurs-éleveurs, en viandeux ou en laitier, en Wallonie ? Enfiler un *bodywarmer* et des bottes doublées en néoprène, suer sous une cape de plastique à usage unique pour soigner ou faire naître ces animaux, on le sait : il n'y a forcément que les vétérinaires pour le faire. Mais avant ou après cela, écouter, discuter, se raconter la vie, échanger, comprendre, négocier, conseiller... Les vétérinaires portent aussi toutes ces casquettes.

Ils comprennent le quotidien des éleveurs, puisqu'ils s'y inscrivent. Ils font tellement de chapelles par jour qu'ils →



Mathilde se prépare minutieusement pour réaliser la 4^e césarienne de sa journée.

→ séparent facilement les fermes bien gérées des élevages où plus personne ne veut mettre les pieds. Ils suivent de près la recherche de stabilité financière des éleveurs, secouée par les questionnements d'une société en quête de solutions climatiques, de bien-être animal et d'alimentation bon marché. Un exemple parmi tant d'autres, extrait d'une rencontre avec une cliente de Mathilde Draye : « Récemment, un petit veau avait franchement mauvaise mine. Médicalement, on avait fait ce qu'on pouvait. Soit on le laissait à l'étable, et ça n'allait pas s'améliorer, soit on le mettait dehors pour qu'il ait de l'herbe fraîche et que ça passe – éventuellement. Mais la prairie est à côté de la route et on connaît le risque : les passants vont le voir tout frêle et vont se dire qu'on s'occupe mal de nos bêtes, que c'est de la maltraitance. Comment leur expliquer qu'on le met dehors pour essayer de le sauver ? »

A ce jeu d'équilibriste, entre santé, finances et éthique, Mathilde Draye, comme d'autres praticiens rencontrés, ne milite pas spécialement pour l'acharnement médical. C'est l'humain – par ailleurs le client – et la comptabilité de l'exploitation qui l'emportent, après une éventuelle discussion (et encore) sur les frais vétérinaires, les frais alimentaires et l'estimation du prix de vente du bovin (adulte, génisse ou taurillon). La logique qui prime aujourd'hui en Wallonie dans le milieu des naisseurs-éleveurs laisse peu de place aux expérimentations médicales. Pour reprendre le cas d'un veau : intervenir sur un jeune Blanc bleu belge (BBB), mâle ou femelle, peut valoir le coup, puisque un éleveur en tire aujourd'hui entre 750 à 850 euros. Intervenir sur un veau mâle Holstein (race laitière) ? Nettement moins, voire pas du tout : le prix de vente ne dépasse pas 50 euros. Quant aux veaux de race mixte, disons les croisements BBB et Holstein, c'est plus mitigé. Dès qu'il y a du muscle, soit de la viande, le prix devient plus intéressant. Ou reste dérisoire, question de point de vue.

La valeur de l'animal, jeune ou adulte, se ressent pleinement au *momentum* de la césarienne puisque celle-ci a la particularité de rebattre éventuellement toutes les cartes : la vie du

veau, la vie de la vache, et la confiance de l'éleveur envers son vétérinaire. « Pourtant, c'est un acte a priori assez simple. Tu ouvres la vache, le veau est *forcément* là, il n'y a pas de surprise. Bah quoi ? C'est vrai ! Il ne peut pas être ailleurs », pointe Charles Joly, sans banaliser l'acte chirurgical pour autant, qui nécessite de la précision et de l'efficacité. « Mais une fois que vous avez acquis la technique, sauf complication, vous savez faire une césarienne. Pourtant, c'est là-dessus que les éleveurs nous jugent au départ. »

Si les césariennes sont ratées, on cesse de vous appeler. Si c'est au milieu de la nuit, on vous réveille. Si c'est la fin de l'hiver, on fait constamment le point : « Combien en reste-t-il ? Cette semaine, combien de prévues ? » S'il y en a beaucoup, on blague pour demander une réduction sur la facture vétérinaire. Si ça traîne, on blague à nouveau pour demander cette fois la gratuité. « Parce qu'un veau qui se lève et tête avant la fin de l'opération, c'est une césarienne offerte », entend-on souvent.

Le temps moyen de l'intervention : quarante-cinq minutes. Le prix moyen glané auprès de vétérinaires actifs au sud de Ciney : 110 euros brut, déplacement et matériel chirurgical compris. Soit 30 euros net, estime Charles Joly. Pareil pour Mathilde Draye, qui ne se plaint pas de sa situation financière, même si elle essuie comme la majorité de ses confrères et consœurs des retards de paiement (six mois facile) et des factures à jamais impayées. Malgré cela, elle refuse d'envisager un tarif de nuit : « C'est la faute de personne si la vache vèle le jour ou la nuit. »

Apprendre à anticiper

Eh bien, oui et non. La césarienne, nombril de l'univers du Blanc bleu, est devenue un acte tellement technique et automatisé qu'elle peut, en fait, être anticipée. La gestion de cette anticipation est l'un des points de friction entre vétérinaires et éleveurs. Les premiers aimeraient que les seconds planifient les césariennes, comme en médecine humaine. Opérer à 18 heures plutôt qu'à 3 heures du matin, c'est un monde de différence pour le confort de vie – y compris celui des éleveurs. Certains s'adaptent, d'autres... gardent leurs habitudes.

« Faire évoluer les pratiques, trouver des solutions aux problèmes, investiguer, aider les éleveurs à relever la tête... C'est pourtant ça notre métier », insiste Benoît Evrard. Sous-entendu : bien plus que l'inévitable césarienne. Vétérinaire rural depuis vingt ans dans la région de Sprimont (Theux), il s'est spécialisé dans le soin de pieds de bovins. Plus à l'ouest, du côté de Philippeville (Villers-le-Gambon), Charles Joly a également opté pour le parage, mais aussi pour la reproduction bovine. Son entreprise ReproGen propose de la maintenance de reproduction, inséminations, prélèvements et congélation de sperme de taureaux, collecte et transferts d'embryons.



Charles prépare le matériel nécessaire pour réaliser une césarienne. Malgré la taille des troupeaux, la relation à l'animal reste primordiale.

Benoît Evrard et Charles Joly partagent le même objectif : pousser une pratique vétérinaire préventive, plutôt que curative. « Mais c'est compliqué, reconnaît Charles Joly. Pour parler d'un problème avec un éleveur, il faut le faire quand le problème est relativement proche. Le mois d'août est extrêmement calme, par exemple, ce serait l'occasion de donner des conseils sur les veaux. Sauf qu'à ce moment-là, il n'y en a pas à l'étable, ou à peine, donc l'éleveur me répond que tout va bien. Forcément ! Deux veaux, c'est facile à gérer. La difficulté, c'est quand il y en aura deux qui naissent *chaque* jour. Mais à ce moment-là, ils ne voudront pas de conseils, ils n'auront pas le temps pour cela, donc on n'y fera que de l'urgence. » Sachant que tous les élevages wallons seront alors dans le même cas, tous les vétérinaires ruraux se (re)mettront à courir dans tous les sens, à la même période.

Concours d'hématomes

Ce rythme de vie infernal, surtout en février et mars, la santé l'encaisse très rapidement. Benoît Evrard, 46 ans, jongle entre du yoga, de l'autohypnose et de l'ostéopathie pour atténuer les séquelles d'une fatigue accumulée depuis plusieurs années et d'un grave accident de voiture. Une nuit de garde, il s'est endormi au volant. Son extrême fatigue provenait d'un autre accident grave, survenu deux jours plus tôt : renversé et piétiné par un taureau. Mathilde Draye, 26 ans, s'est fait *shootée* par une vache de 600 kg en pleine césarienne. Elle raconte presque hilare qu'elle a évité de peu l'hémorragie, mais qu'elle a remporté un concours d'hématome avec un ami vétérinaire (le sien recouvrait toute sa cuisse, bingo). Elle a évidemment repris le boulot dans les 48 heures – en étant prudente, rassure-t-elle. « Je ne pouvais pas forcer mes collègues à trop enchaîner les jours de boulot. J'avais mes gardes, je les ai faites, c'est comme ça. »

Les vétérinaires ruraux n'ont donc pas l'occasion de se

reposer pour se remettre complètement de leurs blessures. Ils sont coincés dans un engrenage, dont ils parlent peu ou avec légèreté, ce qui n'aide évidemment pas les personnes extérieures à se représenter leurs douleurs. En ont-ils seulement conscience ? C'est à se demander si le duo éleveur-véto n'a pas volontairement débranché le radar de la fatigue, pour ne plus la déceler, tout simplement. Il leur arrive d'en parler, comme cette soirée de garde (encore) où Mathilde Draye, en pleine migraine, confie à un éleveur qu'elle rêve de deux choses en cet instant précis. Un lit et un

aspirine. Lui : « On ne dirait pas, tu n'as pas mauvaise mine. » Elle : « Je parviens à masquer. » Elle insiste : « On masque. » Il ajoute : « On trinque. »

« Eleveur et vétérinaire sont effectivement dans le même bateau », vous répondra Benoît Evrard. « Et nous sommes les deux seuls à être au contact avec les animaux et les étables. » Un client de Charles Joly, 30 ans, vous dira le contraire : « Les véto ont le choix, nous pas. » Lever le pied, se déplacer librement, changer de job... Possible pour les uns, presque impensable pour les autres. Enfin, un vétérinaire qui opère en ce moment un tournant professionnel, après six ans de « rurale » en province de Namur, vous dira simplement qu'il s'est mis à annoncer la nouvelle, en commençant doucement par ses clients les plus proches, devenus des amis. Et ? « C'est dur. » ▀

LA DÉMARCHÉ JOURNALISTIQUE

Cet article n'est pas l'aboutissement d'une enquête ; c'en est l'ouverture. Sur la base de cette première publication, la journaliste Catherine Joie vous propose d'entamer une conversation sur l'élevage en Wallonie, puis sur l'agroalimentaire en Belgique et ailleurs. Vétérinaires, éleveurs, agricultrices, productrices, consommateurs, militants... Quiconque souhaite contribuer à ce travail journalistique, et se situe à l'intersection entre agriculture, consommation, environnement, santé et économie, est cordialement invité à prendre contact (bonjour@catherinejoie.be ou réseaux sociaux).

Catherine Joie est journaliste indépendante, basée à Bruxelles mais originaire de Gembloux. Elle expérimente une approche plus collaborative du journalisme. Gaëlle Henkens, photjournaliste indépendante, est spécialisée en reportage de temps long. Elles forment un binôme depuis plusieurs années.

Leur travail sur les vétérinaires ruraux et l'élevage bovin est financé par le Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Fonds pour le journalisme



19 h 15, un éleveur au bout du fil, Benoît se presse de terminer son souper. Après sa journée de travail, il enchaîne sa garde de nuit.